



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
parc d'activités d'Angers St Barthélemy d'Anjou
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 05 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue de St Martin
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : SRNT-2023-0900rap

Code AIOT : 0006301285

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Chantepie ST CRESPIN SUR MOINE 49450 Sèvremoine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Chantepie ST CRESPIN SUR MOINE 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006301285
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement de St Crespin-sur-Moine stocke des explosifs et les éléments nécessaires à la fabrication des explosifs sur les lieux de tir.

La visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée. Elle avait notamment pour objectif d'évaluer les actions réalisées par les opérateurs ainsi que l'efficacité de la chaîne d'alerte hiérarchique en situation de crise.

Les installations contrôlées sont les zones de stationnement des camions, les locaux de stockage des détonateurs ainsi que le bureau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : gestion des situations d'urgence et quelques éléments de maîtrise du risque.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100	Sans objet
2	Premiers réflexes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I	Sans objet
3	risque lié à la présence des camions	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 2-2	Sans objet
4	risque à l'intérieur des camions	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I	Sans objet
5	zone de stationnement camion chargé d'explosifs	AP Complémentaire du 24/12/2008, article 3	Sans objet
7	réponse aux observations formulées lors des inspections	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 de l'annexe I	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Remontée des potentiels de dangers – état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée sur le site au moment des phases de chargement des explosifs a permis de vérifier la connaissance des opérateurs sur les premiers réflexes à adopter en cas d'accident. Elle a permis de relever certains points d'amélioration que l'exploitant devra prendre en compte. Elle a aussi permis de constater que le POI devait être mis à jour et devra être testé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, mise à jour
Prescription contrôlée : I. -Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant, mentionnées au III ; Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Lors de l'inspection inopinée du 10 octobre 2023, il est constaté que le plan d'opération interne présent sur le site est la version datée d'avril 2018. L'ensemble des constats faits lors de cette visite d'inspection se base donc sur cette version du POI. Il est indiqué à l'exploitant en fin de visite que l'inspection des installations classées proposerait un arrêté de mise en demeure de mettre à jour le POI. L'exploitant a indiqué que son document mis à jour était en cours de finalisation et allait très prochainement être transmis. L'exploitant a transmis officiellement son POI mis à jour le 13 octobre 2023 à l'ensemble des services : préfecture, SDIS, gendarmerie, mairie et DREAL. L'inspection des installations classées ne propose donc pas d'arrêté de mise en demeure mais n'a pas pu conduire l'inspection suivant ce document. Ce POI comporte une nouvelle fiche réflexe, la modification de numéros de téléphone obsolètes et l'intégration du dispositif de prélèvement environnemental en cas d'accident sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Premiers réflexes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, organisation dans les premiers instants suite à un accident
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : La visite d'inspection, réalisée de manière inopinée, avait notamment pour objectif d'évaluer les

actions réalisées par les opérateurs et la chaîne d'alerte hiérarchique en situation de crise, au regard des dispositions prévues dans le POI (version de mars 2018).

Le scénario choisi était la simulation d'un incendie sur un camion chargé d'explosifs.

Les constats sont explicités en annexe confidentielle.

La conclusion est qu'un certain nombre de points listés dans la fiche réflexe devraient faire l'objet d'une adaptation en fonction des différentes présences des personnels sur le site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : risque lié à la présence des camions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 2-2

Thème(s) : Risques accidentels, présence simultanée

Prescription contrôlée :

2-2 Dispositions particulières de réduction du risque

Les dispositions particulières issues de l'étude de danger et précisées ci-dessous sont mises en application dans le délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté :

...

- seul un véhicule chargé d'explosifs circule à la fois sur le site ;

Constats :

Nous avons constaté en arrivant sur le site 2 camions présents dans la zone proche des locaux détonateurs, sans savoir si ces camions étaient chargés en explosifs.

L'exploitant doit s'assurer que les consignes prévues dans cet arrêté préfectoral du 24/12/2008, notamment la circulation d'un seul véhicule sur le site, sont respectées en toute circonstance sur le terrain.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : risque à l'intérieur des camions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, risque de chute

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 24/12/2008 impose aussi des conditions d'emballage à l'intérieur des caisses des camions quand ils sont placés en commun.

Il a été constaté le jour de l'inspection qu'un carton de détonateurs emballés en division de risques 1.4S était posé en hauteur sur les cartons d'explosifs civils emballés en DR 1.1.

Ce carton n'était pas arrimé, de sorte, qu'en cas d'incident sur la route il aurait pu être dégradé lors d'une chute dans la caisse du camion par exemple.

L'exploitant doit s'assurer que les conditions de chargement des camions permettent d'assurer la sécurité lors des transports (transports internes compris).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : zone de stationnement camion chargé d'explosifs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2008, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, transition simultanée des explosifs

Prescription contrôlée :

Article 3 : Mesures de maîtrises du risque

Ces Mesures de Maîtrise du Risque sont contrôlées périodiquement et maintenues au niveau

de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Cette liste des mesures de maîtrise des risques comprend au minimum les éléments suivants :

...

- Découplage pyrotechnique des détonateurs et des explosifs lors du chargement /déchargement

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un camion chargé en explosifs, stationné sur une zone proche des bureaux et des locaux des détonateurs.

L'exploitant doit vérifier que le positionnement de ce camion chargé en explosifs avant son départ est situé dans une zone telle que la transition quasi-simultanée d'une explosion soit impossible en cas d'accident sur les locaux de détonateurs.

L'exploitant doit aussi s'assurer que le stationnement des camions pendant cette phase est matérialisée et respectée en toute circonstance.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Remontée des potentiels de dangers – état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, accès à l'état des stocks en toute circonstance

Prescription contrôlée :

État des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L.515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

Dans le cadre de l'exercice, il a été demandé l'état des stocks dans l'hypothèse où l'exploitant n'a pas la possibilité d'accéder au site.

Les constats sont explicités en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : réponse aux observations formulées lors des inspections

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, organisation

Prescription contrôlée :

6. Surveillance des performances

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-

respect sont mis en place.

Constats :

Lors des 2 dernières années, les suites de visite d'inspection n'ont pas fait l'objet d'une transmission de réponse systématique.

L'exploitant doit formaliser les réponses qu'il apporte à la suite des inspections et les transmettre à l'inspection des installations classées. Ces constats doivent lui servir à aussi enrichir son plan d'action.

Type de suites proposées : Susceptible de suites